

L'insertion socioprofessionnelle : vitale pour la mise à l'emploi, mais menacée

Les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) wallons font connaître leurs dernières statistiques : 151 centres, 472 filières de formation et plus de 14.300 demandeurs d'emploi formés en 2023. Un très beau bilan pour un secteur spécialisé dans l'accompagnement de personnes souvent peu scolarisées : plus de deux tiers des stagiaires n'ont en effet pas terminé leurs secondaires ! Malgré ces réussites incontestables, la survie des CISP est menacée.

Les CISP ont ceci de particulier qu'outre l'insertion professionnelle, ils accompagnent également leurs stagiaires sur le plan psychologique et social. Ils proposent des formations de base (alphabétisation, français langue étrangère, remise à niveau, formations de base au numérique...), des formations professionnalisantes (formations à un métier), ainsi que de l'orientation professionnelle.

L'Interfédération des CISP est l'ASBL qui coordonne l'action des centres d'insertion socioprofessionnelle en Wallonie. À ce titre, elle vient de publier les dernières statistiques disponibles du secteur, portant sur l'année 2023 ([infographie en annexe](#)).

Avec près de 5,7 millions d'heures de formation, les CISP ont accompagné plus de 14.300 stagiaires sur un an, soit 12% de plus qu'en 2022. Parmi les stagiaires qui ont terminé leur formation et dont on connaît la suite du parcours, 45% poursuivent leur parcours de formation et 24% sont engagés après leur formation. Mieux, le taux de mise à l'emploi atteint 42% dans les formations professionnalisantes. Le secteur a un impact positif réel sur la mise à l'emploi d'un public peu qualifié et éloigné du marché du travail. En effet, plus de deux tiers des stagiaires n'ont pas terminé leurs études secondaires. Et deux tiers des stagiaires ayant suivi un trajet de formation en CISP étaient sans allocations de chômage ou d'insertion.

Perspectives sombres pour les CISP

Malgré ces résultats positifs incontestables, l'augmentation sensible du nombre de stagiaires, des politiques européennes d'accroissement de l'emploi et l'objectif gouvernemental d'un taux d'emploi wallon de 80% en 2029 – auquel les CISP contribuent activement – ces derniers sont soumis à une cure d'austérité sans précédent.

« Nous sommes lucides sur la conjoncture actuelle. Nous entendons que des économies doivent être réalisées en Wallonie mais nous regrettons qu'elles menacent des secteurs essentiels comme le nôtre. Nous sommes atterrés par le manque de concertation avec le secteur, malgré les assurances reçues, et la méconnaissance de nos missions par le gouvernement wallon, en particulier, et le monde politique, en général. Cette méconnaissance justifie d'ailleurs l'action de sensibilisation des députés wallons que nous menons devant les portes du Parlement aujourd'hui entre 13h et 14h. » explique Anne-Hélène Lulling, Secrétaire générale de l'Interfédération des CISP.

Réductions drastiques, conséquences inquiétantes

Ainsi, contrairement à des mesures de mutualisation de ressources annoncées, le secteur des CISP voit son budget 2025 non indexé et rabaissé de 2%, sans évaluation préalable. En outre, un moratoire a été décrété sur de nouvelles heures de formation et l'agrément de centres. L'Interfédération rappelle, par ailleurs, que les CISP étaient au bord de l'asphyxie financière en début d'année, consécutivement à un retard de versement de leurs subsides.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Ces trois derniers mois, des centres n'ont pas pu remplacer du personnel malade, des contrats de collaborateurs n'ont pas été renouvelés et 30% des CISP envisagent de réduire leur encadrement.

Plus grave, cette situation impacte directement les stagiaires : 20% des CISP n'ont pas pu accueillir des demandeurs de formation ou ont dû les placer sur liste d'attente. À court terme, près d'un tiers des CISP estiment qu'ils devront refuser des demandes.

« Remettons l'église au milieu du village. Depuis plus de 40 ans, les CISP ont reçu pour mission d'accompagner et de former des publics parmi les plus éloignés de l'emploi. Aujourd'hui, le gouvernement wallon souhaite désinvestir les CISP. Mais que va-t-il mettre en place pour ces publics particulièrement vulnérables ? Le gouvernement wallon va-t-il se passer de l'expérience de terrain acquise par les CISP pendant plusieurs dizaines d'années de travail ? À moins que les plans de la Région soient purement et simplement de laisser tomber les personnes les moins scolarisées et les plus éloignées de l'emploi ? » s'interroge la Secrétaire générale de l'Interfédération des CISP.

Le secteur des CISP est donc plus que jamais sous pression et est en demande d'une réelle concertation avec le gouvernement wallon quant à ses perspectives. Demande qui, à ce jour, reste sans réponse, malgré de très nombreuses interpellations.

Pour plus d'informations :

Anne-Hélène Lulling – Secrétaire générale de l'Interfédération des CISP
annehelene.lulling@interfede.be - 0474 74 99 57